

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 36 – du 21 septembre au 28 septembre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM SUR : JORDANIE – RÉFORME DES TARIFS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR 2023-2028

Le Conseil des Ministres a approuvé, le 17 septembre, la réforme des tarifs de l'eau et de l'assainissement pour 2023-2028, conformément à la stratégie nationale de l'eau 2023-2040. Cette réforme prévoit une augmentation des prix de l'eau et de l'assainissement, pour les ménages, de l'ordre de +4,6% par an entre fin 2023 et fin 2028. Les nouveaux tarifs entreront en vigueur en décembre prochain et seront pris en compte sur la facture de janvier 2024. La réforme prévoit également une mensualisation des factures dès septembre – elles étaient émises jusqu'ici sur une base trimestrielle.

LE CHIFFRE À RETENIR

+23%

AUGMENTATION DES TARIFS DE L'EAU
ET DE L'ASSAINISSEMENT SUR 5 ANS

Cette réforme vise à rétablir à terme l'équilibre financier dans un secteur fortement subventionné – le gouvernement finance à hauteur de 64 %, en moyenne, le coût réel de l'eau. Les entreprises publiques du secteur de l'eau sont en effet chroniquement déficitaires, alors que les coûts ont augmenté au cours des dernières années en raison d'une conjonction de facteurs (crise syrienne, coût de développement des nouveaux projets, hausse des prix de l'énergie). Selon les données publiées par le ministère de l'eau, la dette de la *Water Authority of Jordan* (WAJ) et des trois sociétés de distribution d'eau s'élèverait à environ 2,3 Mds JOD (3,3 Mds USD) et pourrait atteindre 4 Mds JOD (5,6 Mds USD) d'ici 2030, si aucune mesure n'est prise. Le montant de la hausse des prix doit ainsi permettre de couvrir, d'ici 2030, progressivement les coûts d'exploitation et de maintenance des projets, alors que la part prise en charge par le gouvernement doit parallèlement diminuer.

Cette réforme s'inscrit plus généralement dans le cadre de la feuille de route pour la soutenabilité financière (FSR) adoptée par en novembre 2022 et qui avait identifié 5 leviers d'action : **1/** optimiser l'efficacité des infrastructures existantes, **2/** gérer la question de la dette existante, **3/** minimiser le coût en capital des nouvelles infrastructures (CAPEX), **4/** minimiser le coût d'exploitation des nouvelles infrastructures (OPEX) et **5/** garantir des flux de revenus prévisibles (comprenant notamment l'augmentation progressive des tarifs).

Service Économique d'Amman

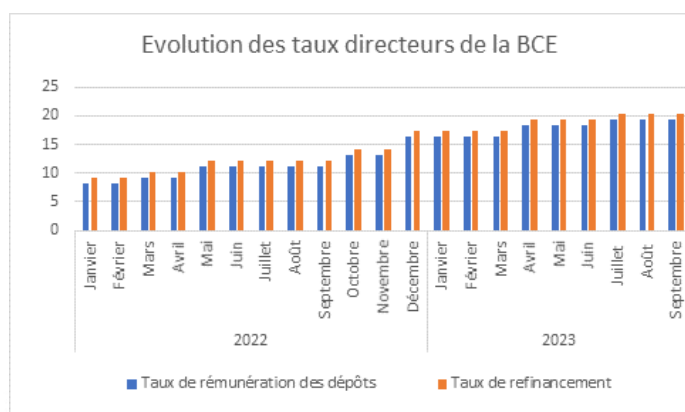
ÉGYPTE

1. CALENDRIER DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2023.

Selon l'Agence nationale des élections (NEA), les candidatures pourront être déposées du 5 au 14 octobre et la campagne électorale débutera le 9 novembre. Le vote pour les expatriés aura lieu du 1^{er} au 3 décembre 2023 et celui des citoyens résidant en Égypte du 10 au 12 décembre. Les résultats du premier tour seront annoncés et publiés au journal officiel le 18 décembre. En cas de tenue du second tour, le vote se tiendrait du 5 au 10 janvier pour une annonce des résultats le 16 janvier 2024. Le président Sissi, élu pour la première fois en 2014 et réélu en 2018, terminera son mandat actuel en avril 2024. Bien que non encore candidat officiellement, il a la possibilité de briguer un mandat supplémentaire de six ans jusqu'en 2030, sur la base des amendements constitutionnels ratifiés en 2019.

2. LA BCE MAINTIEN SES TAUX DIRECTEURS.

La Banque Centrale d'Égypte (BCE) a maintenu ses taux d'intérêt inchangés lors de la réunion du comité de politique monétaire ce jeudi 24 septembre 2023. [Son communiqué](#) fait état d'une légère baisse de l'inflation sous-jacente (40,7 % en juillet et 40,4 % en août contre 41 % en juin 2023) et d'un ralentissement de la croissance du PIB réel (3,9 % au T1 2023 soit 4,1 % sur les 9 premiers mois de l'exercice budgétaire 2022/23). Les cibles d'inflation pour la BCE restent inchangées : 7 % (± 2 %) en moyenne d'ici le T4 2024 et 5 % (± 2 %) d'ici le T4 2026. Le mois dernier la BCE avait décidé contre toute attente d'augmenter ses taux directeurs de 100 points de base portant la hausse totale depuis mars 2022 à +1100 pbb. Cette décision maintient ainsi les taux de dépôt, de refinancement et marginal respectivement à 19,25 %, 20,25 % et 19,75 %.



3. L'EGX FRANCHIT LA BARRE DES 20K ET AUTORISE LES BONS DU TRÉSOR SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE.

L'indice de la bourse d'Égypte (Egyptian Exchange - EGX 30) a franchi la barre des 20 000 EGP pour la première fois le 24 septembre 2023 malgré les difficultés économiques du pays. L'indice a grimpé de 1,4 % pour clôturer à 20 081 EGP, soit une hausse de 37,6 % depuis le début de l'année. Cet afflux d'investisseurs locaux sur le marché s'explique en partie par une volonté de se protéger contre une éventuelle nouvelle dépréciation de l'EGP et la hausse de l'inflation, faisant grimper l'indice de référence de 132 % en EGP par rapport à sa valeur la plus basse il y a un an. Les investisseurs locaux représentaient plus de 86 % des échanges le 21 septembre 2023. La capitalisation boursière totale de l'EGX était de 1382 Mds EGP (46 Mds USD) ce mardi 26 septembre 2023.

Par ailleurs, depuis le 24 septembre 2023, l'EGX a autorisé les investisseurs à négocier des Bons du Trésor sur le marché secondaire dans le but de stimuler les échanges et attirer les investisseurs étrangers selon [le communiqué de la BCE](#). Jusqu'alors l'Égypte ne disposait que d'un marché primaire pour les émissions locales de bons du Trésor : cela signifie que les investisseurs ne pouvaient acheter que de nouveaux bons émis pour la première fois directement auprès de la Banque Centrale d'Égypte. Désormais, ils peuvent les échanger localement : un marché secondaire permet aux traders d'acheter et de vendre des titres de créance après leur émission, soit par la Banque Centrale, soit par une entreprise. La société égyptienne de dépôt de titres (ECSD), créée à cette occasion, sera désormais en charge des activités de dépositaire central et de règlement des bons et obligations du Trésor égyptien.

4. PREMIÈRE RÉUNION DU CONSEIL NATIONAL POUR L'HYDROGÈNE VERT.

Le Premier Ministre égyptien Mostafa Madbouli a présidé la première réunion du Conseil National pour l'Hydrogène Vert le 19 septembre dernier. Cet organe, dont la création a été approuvée en août 2023 en Conseil des Ministres, a vocation à évaluer, coordonner et promouvoir tous les projets d'hydrogène vert dans le pays. Le Premier Ministre a indiqué que la stratégie nationale pour l'hydrogène vert serait lancée prochainement, et a instruit la formation d'un comité exécutif, en charge de la supervision des projets, et dont la mission sera notamment d'accélérer les processus de validation et d'offrir des incitations exceptionnelles aux premières entreprises signataires de contrats

fermes. L'Égypte, qui a pour ambition de capter 8 % du marché mondial de l'hydrogène vert à horizon 2040, a déjà signé plus d'une vingtaine de protocoles d'accords avec des acteurs du secteur, dont la valeur totale avoisinerait les 83 Mds USD pour une production ciblée de 15 Mt/an d'ammoniac et de méthane verts.

IRAK

1. UTILISATION EXCLUSIVE DU DINAR POUR LES TRANSACTIONS NATIONALES DÈS 2024.

Le gouverneur de la Banque Centrale d'Irak a annoncé, le 25 septembre, que toutes les transactions nationales devraient être effectuées en dinar à partir de 2024. Cette annonce intervient alors que le cours du dollar continue d'augmenter face au dinar sur les marchés parallèles (1 dollar pour 1550 dinars, soit un écart de 19% avec le taux officiel de 1300 dinars pour 1 dollar), conséquence du renforcement des mesures encadrant la fourniture de dollars au taux officiel que prend la Banque Centrale irakienne depuis novembre 2022, sous la pression de la Fed, pour lutter contre la contrebande de dollars dans les pays voisins de l'Irak. À terme, la Banque Centrale d'Irak et la Fed pourraient envisager l'abandon des adjudications de dollars au profit d'une fourniture de dollars, mais également d'autres devises (euro, dirham émirati, roupie et yuan) essentiellement assurée par les banques correspondantes des banques irakiennes

2. PARTICIPATION DU PREMIER MINISTRE IRAKIEN À UNE RÉUNION ORGANISÉE PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE AMÉRICAINE À NEW-YORK.

En marge de la 78^{ème} Assemblée générale des Nations Unies, le Premier Ministre irakien Mohammed Chia al-Soudani s'est rendu à une réunion organisée par la Chambre de commerce américaine à New York en présence de plusieurs sociétés américaines d'importance (dont General Electric, Honeywell et Covington). Il les a invitées à investir en Irak et à approfondir leurs relations commerciales avec ce pays, en soulignant les secteurs du gaz, de l'énergie solaire, de l'irrigation et de la santé (médicaments et hôpitaux). Il a également mis l'accent sur les réformes entreprises par l'Irak afin d'encourager le développement du secteur privé (projets de lois en matière de fiscalité, de douanes, de propriété intellectuelle et de paiement électronique). Les exportations américaines en Irak s'élèvent à 950 M\$ (2022), soit 2,1% des importations de l'Irak (la Chine et la Turquie

représentent chacune plus de 30% des importations irakiennes). Un troisième cycle de négociations sur l'application du *Trade and Investment Framework Agreement* signé en 2005 (et entré en vigueur en 2013) entre l'Irak et les Etats-Unis est prévu début 2024.

3. SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ENTENTE COMMERCIALE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN.

En conclusion du comité conjoint Irak-Iran sur le commerce, qui s'est réuni cette semaine à Téhéran, les deux pays ont signé un protocole d'entente visant à éliminer les barrières au commerce. Le protocole d'entente contiendrait également des dispositions visant à favoriser la constitution de sociétés industrielles irako-iraniennes, d'établir des «villes industrielles» de part et d'autre de la frontière et des zones franches en Irak pour les entreprises iraniennes. Le commerce entre les deux pays était évalué en 2021 à 10 Md\$ (8,9Md\$ d'importations irakiennes en provenance d'Iran et 1,2 Md\$ d'exportations irakiennes à destination de l'Iran).

4. LA RAFFINERIE DE KERBALA AU MAXIMUM DE SA CAPACITÉ DE PRODUCTION.

La raffinerie de Kerbala, située 110 km au sud de Bagdad, fonctionne désormais à pleine capacité, soit 140 000 barils par jour. Cela représente environ 15% de la production de produits pétroliers raffinés en Irak. Pour mémoire, la raffinerie avait été construite par Hyundai E&C à compter de 2014 (contrat évalué à 6 Md\$) et avait bénéficié d'une étude d'avant-projet de Technip et des technologies de craquage catalytique développées par Axens, filiale de l'IFP Énergies nouvelles. Elle avait été inaugurée en octobre 2022. Cette raffinerie participe pleinement à la stratégie irakienne d'autonomisation en matière énergétique : alors que l'Irak est un pays exportateur de pétrole brut (5^{ème} producteur mondial), le pays importe entre un tiers et la moitié de ses besoins en produits pétroliers raffinés (4 à 5 Mds USD/an).

IRAN

1. LA BCI ANNONCE UNE AMÉLIORATION DES ALLOCATIONS DE DEVISES AUX EXPORTATEURS AU 2^{ÈME} SEMESTRE 2023/2024.

Lors de la dernière réunion de la Chambre de commerce de Téhéran avec le vice-président des changes de la Banque Centrale Iranienne (BCI), les représentants du secteur privé ont demandé (i) une unification des taux de change et (ii) la suppression

du contrat de change pour le secteur privé, en vertu duquel ceux-ci sont tenus de rapatrier des cibles de recettes d'exportation, avec obligation de les échanger sur les marchés de change réglementés finançant une partie des importations, à un taux inférieur au taux libre. À cette occasion, ces représentants ont également critiqué le long processus d'allocation de devises et le blocage de leurs ressources en rials jusqu'à la leur perception, qui prend généralement entre trois et six mois. Le vice-président des devises de la BCI a annoncé que la situation de l'allocation de devises s'améliorerait au cours du second semestre, en précisant que – tel qu'indiqué par le chef des douanes iraniennes – ces retards seraient responsables à hauteur de 70 % de l'immobilisation des marchandises dans les douanes du pays

2. LE GOUVERNEMENT MET EN PLACE UNE TAXE DE 2% SUR LES EXPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET SEMI-FINIES.

Le Ministre de l'Économie, dans une circulaire adressée au directeur général du bureau des exportations, a ordonné la perception d'une taxe sur l'exportation de matières premières et semi-finies. Selon cette circulaire, la mise en œuvre de cette taxe doit être effective dès le début du mois de Mehr (23 septembre – 22 octobre), et sera matérialisée par une provision pour impôts et taxes de 2 % de la valeur des marchandises exportées, lors de la réalisation des formalités douanières à l'export.

3. RENCONTRE DES MINISTRES IRANIENS ET ÉGYPTIENS DE L'ÉCONOMIE AU CAIRE POUR LA 1^{ÈRE} FOIS DEPUIS DIX ANS.

Le ministre iranien des Finances, Ehsan Khandouzi, qui s'est rendu au Caire pour participer à la réunion de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), a rencontré son homologue égyptien, Mohamed Maaït, ce lundi. Soulignant les vastes capacités de l'Iran et de l'Égypte, le ministre iranien a déclaré que Téhéran était prêt à renforcer les relations de coopération au sein de l'AIIB, de la Banque islamique de développement, d'une banque conjointe et d'une compagnie maritime entre les deux États, ainsi que dans l'échange de technologies pharmaceutiques et d'équipements médicaux.

4. DÉBUT DU DÉVELOPPEMENT D'UN NOUVEAU CHAMP GAZIER DANS LES NORD-EST DE L'IRAN.

Le projet de développement du champ gazier de Tous, situé dans le Nord-Est de l'Iran, a entamé sa première phase lors d'une cérémonie officielle en présence du directeur de la NIOC (*national iranian oil company*). Ce projet vise à produire initialement trois millions de mètres cubes de gaz par jour, avant

d'atteindre cinq millions de mètres cubes lors de la deuxième phase, avec un investissement de 200 M USD.

5. FINALISATION DU CONTRAT D'INVESTISSEMENT INDIEN POUR LE DÉVELOPPEMENT DU PORT DE CHABAHAR.

Le Ministre des routes et du développement urbain a annoncé, en marge de la 10^{ème} exposition internationale iranienne du transport ferroviaire et des industries connexes («*Iran Rail Expo*»), que le contrat d'investissement à long terme avec des entreprises indiennes était en phase de finalisation. Le port de Chabahar constitue le pont maritime entre l'Iran et l'Inde dans le cadre du corridor de transport international Nord-Sud (INSTC).

ISRAËL

1. LA BAISSÉ DU TAUX DE CHÔMAGE SE POURSUIT, LA BAISSÉ DE L'INFLATION EST PLUS INDÉCISE.

Le taux de chômage israélien est au plus bas (3,1 à 3,5% ces six derniers mois) et le plein emploi semble donc durable malgré le ralentissement de la croissance (on attend 3% en 2023 contre 6,5% en 2022). La pression sur les salaires est donc forte et avec elle la pression inflationniste. Le salaire moyen a crû de 6% en un an. L'inflation était quant à elle estimée à 4,1% en août et devrait conserver ce rythme annuel pour l'année pleine. Dans ses conditions il est peu probable que la banque centrale puisse baisser son taux directeur (4,75%).

2. MAINTIEN DE L'EXCÉDENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023.

L'excédent de la balance des paiements en CVS se maintient au deuxième trimestre à 5,3 Mds USD. L'exportation des services dépasse celle des biens et représente 54% de la totalité des exportations israéliennes entre avril et juin 2023. La part des services ne cesse de croître depuis plusieurs années en raison des performances de la « Tech » et de ses exportations numérisées.

3. L'IAA RÉALISE DE SPECTACULAIRES RÉSULTATS GRÂCE AUX TOURISTES ISRAËLIENS.

Israel Airport Authority (IAA) a la responsabilité de l'exploitation, de la maintenance, de la gestion et du développement de tous les aéroports civils du pays ainsi que de leur système de contrôle aérien. Le nombre de passagers est passé de 23,1 à 26,5 millions depuis 2017 (les restrictions de 2020 dues au COVID sont donc oubliées, cette année-là il n'y eut que 4,5 millions de passagers). Sur le premier semestre 2023

les recettes d'IAA (520 M EUR) ont augmenté de plus de 50% par rapport à la même période l'année précédente; le revenu d'exploitation a quant à lui quadruplé (83 M EUR). L'aéroport de Ben Gourion est souvent engorgé et il n'est pas exclu qu'avant la fin de l'année, le Premier Ministre annonce un projet de nouvel aéroport international.

JORDANIE

1. HAUSSE DES FLUX ENTRANTS D'IDE AU 1^{ER} SEMESTRE 2023.

La Banque Centrale de Jordanie (CBJ) indique que les flux entrants d'investissements directs étrangers (IDE) se sont élevés à 383,8 M USD au deuxième trimestre de 2023. Ils enregistreraient alors une hausse de +85,7 % par rapport au même trimestre de 2022 selon l'analyse de la CBJ. Ainsi sur le premier semestre de 2023, les flux entrants d'IDE s'élèveraient à 776 M USD soit +20,9 % en glissement annuel (g.a.). Pour rappel, le FMI prévoit un montant annuel d'IDE de 1,4 Md USD pour 2023. Le Fonds s'attend ainsi une hausse de plus de 20 % en 2023 par rapport à 2022 où les flux d'IDE enregistrés ont atteint 1,1 Md USD.

2. REMANIEMENT MINISTÉRIEL.

Le gouvernement jordanien a démissionné le 25 septembre dernier. On note quelques changements dans les ministères économiques du nouveau gouvernement (le 7^{ème} depuis octobre 2020, pour le Premier Ministre Bisher Khasawneh) dont la composition a été annoncée dès le lendemain : (i) le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Approvisionnement, Youssef Shamali, reste en place mais le portefeuille du ministère du Travail, qu'il avait intégré en octobre dernier, revient à une nouvelle ministre Nadia Rawabdeh. Elle a notamment été directrice générale de la *Social Security Corporation* (SSC) et est membre du conseil d'administration de la *Jordan Kuwait Bank*. (ii) Ahmed Al-Samen reste ministre des Travaux publics et du Logement mais transmet le portefeuille transport à Wesam Tahtamouni, auparavant secrétaire générale du ministère. (iii) Le ministre de l'Eau et de l'Irrigation, Mohammad Al-Najjar, est remplacé par Raed Abu Soud qui a déjà exercé cette responsabilité dans le gouvernement d'Omar Razzaz d'octobre 2018. Le ministre des Finances, Mohammad Al-Issis, la ministre du Plan et de la Coopération Internationale, Zeina Toukan, ainsi que la ministre de l'Investissement, Kholoud Saqqaf, restent à la tête de leurs ministères.

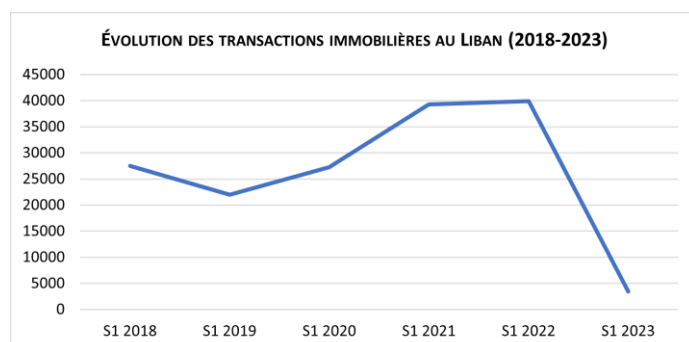
LIBAN

1. POURSUITE DU FLÉCHISSEMENT DES ACTIFS BANCAIRES AU 1^{ER} SEMESTRE 2023.

Le bilan des banques commerciales libanaises affichait 117,18 Mds USD d'actifs au premier semestre 2023, soit une baisse par rapport au premier semestre 2022 de 31,6% selon le nouveau taux de change officiel à 15 000 LBP/USD. Les devises et dépôts auprès de la BDL représentent 72% des actifs totaux (-26% par rapport à la période précédente), tandis que les créances sur les clients résidents représentent 6,67 % des actifs (-62%). Le passif des bilans s'est également amoindri, avec une baisse des dépôts des clients non-résidents (-9%) et résidents (-28%), en particulier sur les dépôts en LBP.

2. BAISSÉ DU NOMBRE DE TRANSACTIONS DE BIENS IMMOBILIERS AU 1^{ER} SEMESTRE 2023.

Selon la Direction Générale du registre foncier et du cadastre libanais, le nombre de transactions pour des biens immobiliers a baissé de 91% entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, se réduisant à 3 425 transactions sur la période. Cette baisse drastique est largement influencée par les dysfonctionnements profonds des services publics et l'absence de nombreux fonctionnaires pour acter et encadrer les ventes. Sur le seul mois de juin, les transactions sont passées de plus de 2 600 en 2022, à 870 transactions en 2023. La région du Sud Liban concentre 47% des transactions du mois de juin 2023, suivie par Beyrouth (27%), Nabatieh (13%) et le Nord Liban (9%).



PALESTINE

1. BILAN DU TOURISME EN CISJORDANIE AU 1^{ER} SEMESTRE 2023.

Les hôtels cisjordaniens ont reçu 380 000 clients au cours du premier semestre 2023, soit le double du nombre recensé à la même période de l'année

précédente. Les hôtels de Bethléem ont reçu le plus grand nombre de clients avec 58% du total des résidents suivis par ceux du gouvernorat de Jérusalem avec 15% des visiteurs et de Ramallah avec 10% des hôtes. 40% des résidents viennent de l'Union Européenne. Malgré cette hausse de fréquentation, le nombre de salariés dans le secteur du tourisme a diminué de 8% par rapport à la même période en 2022. Il s'élève à 50 000 employés au début du deuxième trimestre 2023 ce qui représente 4,3% de la population active palestinienne.

2. VERS UNE AUGMENTATION DU QUOTA DU NOMBRE DE PERMIS DE TRAVAIL DES GAZAOUIS ?

Avant le coup d'État du Hamas en 2007, 120 000 Gazaouis travaillaient en Israël. Aujourd'hui, 18 000 Palestiniens de Gaza sont autorisés à travailler en dehors de l'enclave et fournissent 2 M USD par jour au territoire dont les taux de pauvreté et de chômage sont proches de 60% et 50% respectivement. Des sources israéliennes indiquent que le Hamas exigerait d'Israël une augmentation de 1500 permis pour les travailleurs gazaouis, ce qui serait envisagé par les autorités israéliennes, en contrepartie d'un retour au calme le long de la barrière de sécurité, théâtre d'importants affrontements ces derniers jours. Cet élargissement du quota permettrait aux Gazaouis répondant aux critères de sécurité imposés par Israël de bénéficier d'un salaire près de quinze fois supérieur. Le salaire journalier moyen d'un Gazaoui s'élève à 60 ILS (16 USD) dans la bande contre 400 ILS (104 USD) en Israël.

2. POSITION EXTÉRIEURE DE L'ÉCONOMIE PALESTINIENNE AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023.

D'après les statistiques officielles palestiniennes, le stock net de la position extérieure globale des TP s'élève à 3 397 M USD à la fin du deuxième trimestre 2023 ce qui correspond à une hausse de 2% par rapport au trimestre précédent. Les investissements de l'économie palestinienne en dehors des TP excèdent ainsi les passifs étrangers dans les Territoires qui sont à 53% des Investissements Directs Étrangers. Au sein des IDE, un tiers se dirige

vers le secteur bancaire palestinien. Quant à l'économie palestinienne, 58 % du total de ses actifs extérieurs sont des devises et des dépôts. La dette extérieure du gouvernement a atteint 1,3 Md USD à la fin du premier semestre 2023 et représente 62% de la dette extérieure totale palestinienne.

SYRIE

1. RELANCE DE PROJETS TOURISTIQUES EN SYRIE.

Le nombre de voyageurs en Syrie est estimé être à la hausse, atteignant 1,8 M de visiteurs pour l'année 2022 et 385 000 au Q1 2023 selon les déclarations du ministère du tourisme (estimations non vérifiées, notamment en raison des nombreuses entrées et sorties informelles dans le pays). Cette relative reprise touristique concorde avec de multiples projets tels que la deuxième phase de la rénovation de la façade du théâtre de Palmyre annoncée le 14 septembre, l'inauguration de plusieurs hôtels (Golden Gulf Beach, La Plage Hotel), et la réhabilitation du Mashta Al-Helou Tourist Resort à Tartous. La Syrie développe des accords avec l'Iran autour du tourisme religieux (objectif de 50 000 visiteurs iraniens par an), mais également avec la Jordanie qui représente la plus grande part de touristes dans le pays (13% des visiteurs en 2022). Plusieurs agences de voyages étrangères relancent par ailleurs des circuits organisés en Syrie, telle que l'entreprise Young Pioneer Tours (Royaume-Uni); Rocky Road Travel (Allemagne), Saiga Tours (Australie), Lupine Travel (Royaume-Uni), Clío (France), Against the Compass (Espagne), et Fest Travel (Turquie).

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : BEYROUTH@DGTRESOR.GOUV.FR